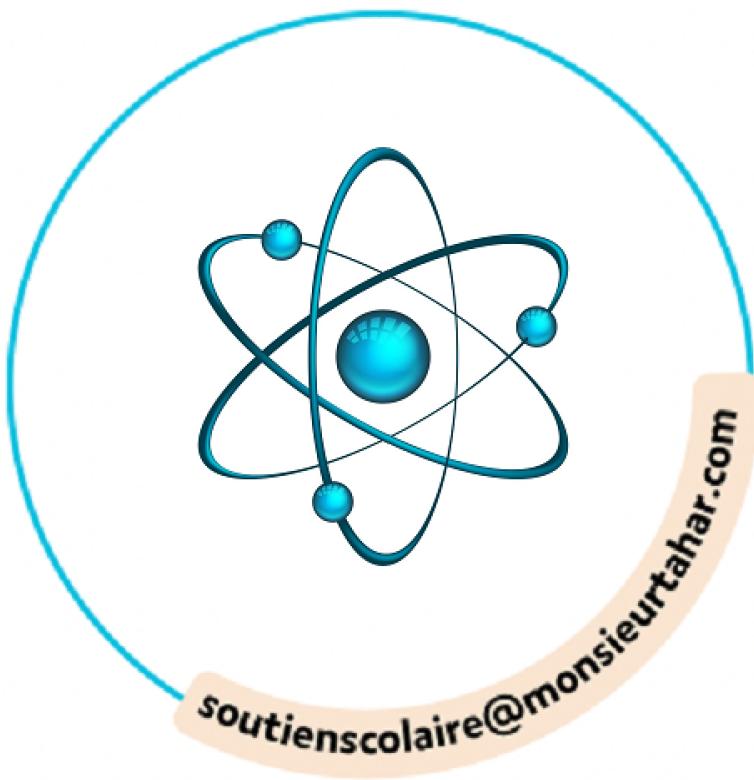


COURS HISTOIRE

CHAPITRE 9



**NOUVEAUX RAPPORTS DE PUISSANCE ET ENJEUX
MONDIAUX**

Violences d'État, crimes de masse et génocides



❖ Comment ces formes de violence continuent-elles de se développer dans le monde depuis les années 1990 ?

POINT DE PASSAGE 1991-1994 :

la fin de l'apartheid ;

ÉTUDE Les guerres de Yougoslavie : retour des crimes de masse ;

ÉTUDE 1994 : le génocide des Tutsis au Rwanda

Notion

- **crime de masse** : destruction volontaire d'une part importante d'une population civile, hommes, femmes et enfants. Frank Chalk, et Kurt Jonassohn, co-fondateurs de l'institut montréalais d'études sur le génocide, appellent cela une « tuerie à sens unique » car elle est marquée par une dissymétrie du rapport de forces.

POINT DE PASSAGE



Nelson Mandela
(1918-2013)

Entré à l'ANC, le Congrès national africain, en 1943, il dédie sa vie à la lutte contre la ségrégation raciale qui sévit dans son pays. Après la mise en place de l'apartheid en 1948, il va multiplier les actions pour dénoncer ce système politique raciste. Arrêté en 1962, incarcéré, il devient la figure de la lutte contre l'apartheid dans le monde entier. Libéré en 1990, il négocie avec le président Frederik de Klerk et obtient avec lui le prix Nobel de la paix en 1993. Lors des premières élections libres, Mandela devient président de l'Afrique du Sud (1994-1999). Après un seul mandat, il se retire de la vie publique. Il est considéré comme un modèle de tolérance et le père de la « nation arc-en-ciel ».



Frederik de Klerk
(né en 1936)

Avocat, député du Parti national, il est plusieurs fois ministre (Sports, Environnement, Intérieur...) à partir de 1978. Il devient président de la République d'Afrique du Sud (1989-1994) et fait libérer Mandela en 1990. Ensemble, ils obtiennent le prix Nobel de la paix en 1993 et préparent les premières élections libres du pays (1994). Vice-président de Mandela (1994-1996), puis chef de l'opposition, il se retire de la vie publique en 1997.

A

L'apartheid, un régime fondé sur les discriminations et la violence

- En Afrique du Sud, la sortie de l'apartheid permet de mettre fin aux violences et aux discriminations permanentes dont les populations non-blanches (Noirs, métis, Asiatiques) étaient victimes au quotidien : ségrégation spatiale, avec des lieux de vie différents selon l'appartenance raciale définie par l'État, les townships et les bantoustans, mais aussi inégalités de droits entre les différentes communautés. Les violences d'État contre les populations étaient aussi récurrentes, avec l'usage régulier de la torture, des assassinats de manifestants et d'opposants.

- C'est en février 1991 que le président Frederik de Klerk annonce son intention de mettre fin à l'apartheid. Cette décision intervient alors que la pression internationale se renforce (boycott des produits, isolement diplomatique de l'Afrique du Sud). Nelson Mandela, le leader de l'ANC, avait été libéré le 11 février 1990. Dans le pays, l'ANC se renforce et des Sud-Africains blancs souhaitent que tous les habitants puissent voter. C'est le cas du Parti progressiste d'Helen Suzman créé en 1959. Le 30 juin 1991, le système juridique de l'apartheid est officiellement aboli. Le 27 avril 1994, les premières législatives ouvertes à toutes les communautés consacrent la victoire de l'ANC avec 63 % des voix. Le 10 mai 1994, Nelson Mandela devient le premier président noir d'Afrique du Sud.

B

Les crimes de masse en ex-Yougoslavie

- C'est au cours de la guerre en ex-Yougoslavie, qui éclate en 1991, que les crimes de masse font leur réapparition en Europe. Le plus souvent, le crime de masse est réalisé par un État ou des dirigeants politiques, contre une minorité, une ethnie différente ou une partie de la population marginalisée ou concurrente. Il s'agit soit d'éradiquer complètement le groupe visé, soit de le soumettre par la terreur. Dans les guerres civiles, les agresseurs pratiquent viols de masse, mutilations, assassinats, profanation de cimetières, mutilations des cadavres, incendies des maisons. Ces procédés sont utilisés par certaines milices serbes, croates ou bosniaques pour terroriser les minorités ethniques, pour les exterminer ou les forcer à fuir de l'endroit où elles vivaient pour y installer une autre population.

- Des arguments nationalistes servent de justification à des opérations de « purification ethnique », dans le but de créer des zones géographiques homogènes ethniquement, par la déportation de populations et par des massacres. Il s'agit de faire disparaître physiquement les membres d'une autre communauté afin de revendiquer le contrôle et la possession des territoires qu'ils habitaient. Ainsi, en juillet 1995, 8 000 Bosniaques sont assassinés à Srebrenica par les troupes serbes du général Mladic.

- Les Serbes considèrent par ailleurs le Kosovo comme le berceau historique de leur pays car il en était le centre économique et religieux du XI^e au XIV^e siècle, avec les mines de Novo Brdo et les monastères de Gracanica et de Pec. Les Albanais y sont devenus majoritaires à partir du XVII^e siècle sous la domination ottomane. À partir de 1998-1999, la Serbie intervient au Kosovo, auparavant partie intégrante de la Yougoslavie, qui revendique son indépendance. Cette guerre aurait fait près de 15 000 victimes, dont plus de 9 000 Albanais.

C Le génocide rwandais

- Le Rwanda a une population composée de trois ethnies : les Hutus (environ 80 % de la population totale), en majorité des agriculteurs, les Tutsis (environ 20 %), le plus souvent des éleveurs, et les Twas (1 %). Les rivalités datent de la colonisation, quand les Belges s'appuyaient sur les Tutsis pour gouverner. Le 1^{er} novembre 1959, lors de la « Toussaint rwandaise », alors que le Rwanda est encore une colonie, une révolution sociale éclate chassant des dizaines de milliers de Tutsis hors du pays. À partir de 1990, des Tutsis venus de l'Ouganda voisin pénètrent au Rwanda pour revendiquer les terres de leurs familles. En 1992-1993, les violences se multiplient dans la zone du pays qu'ils contrôlent. Le président rwandais riposte, en formant dans chaque village une milice hutue, les *Interhamwe*, ce qui signifie « ceux qui combattent ensemble ». Pourtant, le 4 avril 1994, la paix est signée à Arusha (Tanzanie).
- C'est en revenant de cette conférence de paix, le 6 avril 1994, que les présidents hutus du Rwanda et du Burundi meurent dans l'attentat qui détruit leur avion au-dessus de Kigali. Cet événement dramatique sert de prétexte aux extrémistes hutus pour s'en prendre à la minorité tutsie et aux modérés hutus. Dès le lendemain, la Première ministre hutue modérée, Agathe Uwilingiyimana, est assassinée ainsi que les dix Casques bleus belges qui tentent de la protéger. Une véritable « chasse aux Tutsis » est ouverte, marquée par de nombreux massacres et des scènes d'horreur, les « Cent jours » du génocide rwandais. Mais les troupes tutsies du FPR prennent Kigali le 4 juillet 1994. La présence des Casques bleus et des troupes françaises n'a pas empêché le génocide qui a duré une centaine de jours.
- Pour juger les commanditaires de ce crime contre l'humanité, le Conseil de sécurité de l'ONU a créé un tribunal spécial, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), le 8 novembre 1994. Lors de ces événements, 800 000 personnes ont été assassinées en trois mois, essentiellement des Tutsis. Près de deux millions ont quitté le pays. Le manque d'efficacité de l'ONU, de la Belgique et de la France, a été soulevé. Le TPIR a inculpé 93 responsables de génocide et a terminé sa mission le 31 décembre 2015. 14 personnes ont été acquittées, 23 ont purgé leur peine à la fin 2019, 10 sont décédées. En moyenne, ils ont été condamnés de 7 à 20 ans de prison par le tribunal international mais beaucoup bénéficient d'une libération anticipée.



Helen Suzman
(1917-2009)

Fille d'émigrés juifs qui ont fui l'antisémitisme en Lituanie, elle est élue députée à Johannesburg de 1953 à 1989. Elle fonde le Parti progressiste en 1959 et s'oppose à l'apartheid. Elle souhaite la liberté d'expression pour tous les habitants de son pays et l'abolition des lois ségrégationnistes.

Vocabulaire

- bantoustans** : régions créées durant la période de l'apartheid en Afrique du Sud, réservées aux populations noires.
- township** : en Afrique du Sud, ghetto réservé aux non-blancs créé en périphérie des grandes agglomérations, durant l'apartheid.

SCHÉMA BILAN Violences d'État, crimes de masse et génocides

LES VIOLENCES DE MASSE DANS LE MONDE DANS LES ANNÉES 1990

La marginalisation institutionnalisée des minorités qui sont exclues du pouvoir

Apartheid en Afrique du Sud jusqu'en 1991

Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité

Guerres en Yougoslavie (1991-2001)

Les violences génocidaires

Génocide rwandais (1994)
Massacre de Srebrenica (1995)

De nouvelles formes de conflits



❖ Comment de nouvelles formes de conflits apparaissent-elles dans un monde post guerre froide ?

POINT DE PASSAGE Le 11 Septembre 2001

ÉTUDE L'intervention américaine en Irak en 2003

ÉTUDE La guerre en Ukraine et les tensions entre grandes puissances

Notions

- **islamiste** : personne qui suit une interprétation radicale de l'islam et cherche à imposer cette religion y compris dans la sphère politique.
- **talibans** : en Afghanistan, membre de la branche la plus radicale de l'islamisme.
- **terrorisme** : ensemble d'actes de violence (prise d'otages, sabotages, enlèvements, attentats, destructions...) commis dans un but politique par une organisation ou un individu pour déstabiliser un État et frapper l'opinion publique.

A La fin d'un monde bipolaire

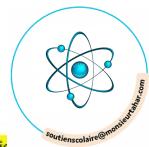
- Le monde avait vécu depuis 1947 dans un contexte de guerre froide et d'opposition indirecte entre les deux grands, les États-Unis et l'URSS. La disparition du bloc de l'Est (1989) et de l'URSS (1991) change la manière dont les relations internationales s'organisent. Désormais, les États-Unis restent les seuls supergrands de la planète. « Gendarmes du monde », ils interviennent sur de nombreux théâtres d'opérations. Ils dirigent ainsi la coalition contre l'Irak de Saddam Hussein qui a envahi le Koweït en août 1990 (opération « Tempête du Désert »). À l'issue de cette intervention, ce pays allié de l'Occident et riche en pétrole est libéré. En 1993, les États-Unis interviennent en Somalie (opération « Restore Hope ») pour tenter de mettre fin à la guerre civile qui ravage ce pays. Hubert Védrine, le ministre français des Affaires étrangères de Lionel Jospin, les qualifie en 1999 d'« hyperpuissance ». Ils semblent en effet en mesure d'imposer leur modèle politique et économique presque partout dans le monde et n'ont aucun rival sur la scène internationale.
- Mais ce « Nouvel ordre mondial » est ébranlé par les attentats du 11 septembre 2001, perpétrés sur le sol américain par les terroristes d'Al-Qaïda et dirigé par Ben Laden. Pour la première fois, les États-Unis sont touchés au cœur de leur puissance politique, culturelle et économique à New York et à Washington. L'effondrement des tours du World Trade Center est vécu par de nombreux Américains comme le signe de la fin de la toute-puissance de leur pays. Dans les nouveaux types de guerre, dits « conflits asymétriques », les États-Unis ont une suprématie militaire mais pas pour autant les moyens de faire disparaître les menaces qui pèsent sur leur pays.
- Avec l'émergence de la Chine et le retour de la Russie sur la scène internationale, le début du xx^e siècle est marqué par de fortes instabilités et l'avènement de nouvelles formes de « guerres froides », entre les États-Unis et la Russie d'un côté, entre les États-Unis et la Chine de l'autre. La Russie renforce son influence politique et militaire en Syrie, et entre en conflit avec l'Ukraine dont Vladimir Poutine annexe la Crimée en février-mars 2014. La question de l'Ukraine est l'objet de vives oppositions entre l'Union européenne, les États-Unis et la Russie.

B La multiplication des conflits

- Alors que les conflits interétatiques ont quasiment disparu, la fin de la bipolarisation des relations internationales a favorisé l'émergence de nombreux conflits intraétatiques et l'apparition de nouvelles conflictualités. Ainsi, la Yougoslavie implose dès la fin de la guerre froide et entre dans un cycle de guerres d'une rare violence, comme en Bosnie-Herzégovine (1992-1995) entre Serbes, Croates et Bosniaques musulmans ou au Kosovo (1998-1999). Des génocides et des crimes de masse sont perpétrés au Rwanda contre les Tutsis en 1994 et des guerres civiles éclatent aussi dans de nombreux pays africains.
- À la suite des attentats du 11 septembre, les États-Unis déclarent la guerre « contre le terrorisme » **islamiste** : à la tête d'une coalition internationale en Afghanistan (2001-2014), ils tentent d'éradiquer les forces djihadistes et de renverser le pouvoir des **talibans**. Après avoir désigné des pays formant l'« Axe du Mal » (Iran, Irak, Corée du Nord), les États-Unis, affirmant que Saddam Hussein a acquis des armes de destruction massive, décident d'intervenir de manière unilatérale en Irak (2003-2011), sans l'aval de l'ONU, malgré l'opposition du président français Jacques Chirac et de son ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin.

POINT DE
PASSAGE

p. 278



- Rendez-vous sur <https://www.youtube.com/watch?v=tuoplQsdDek>
- Quel bilan peut-on faire du printemps arabe ?

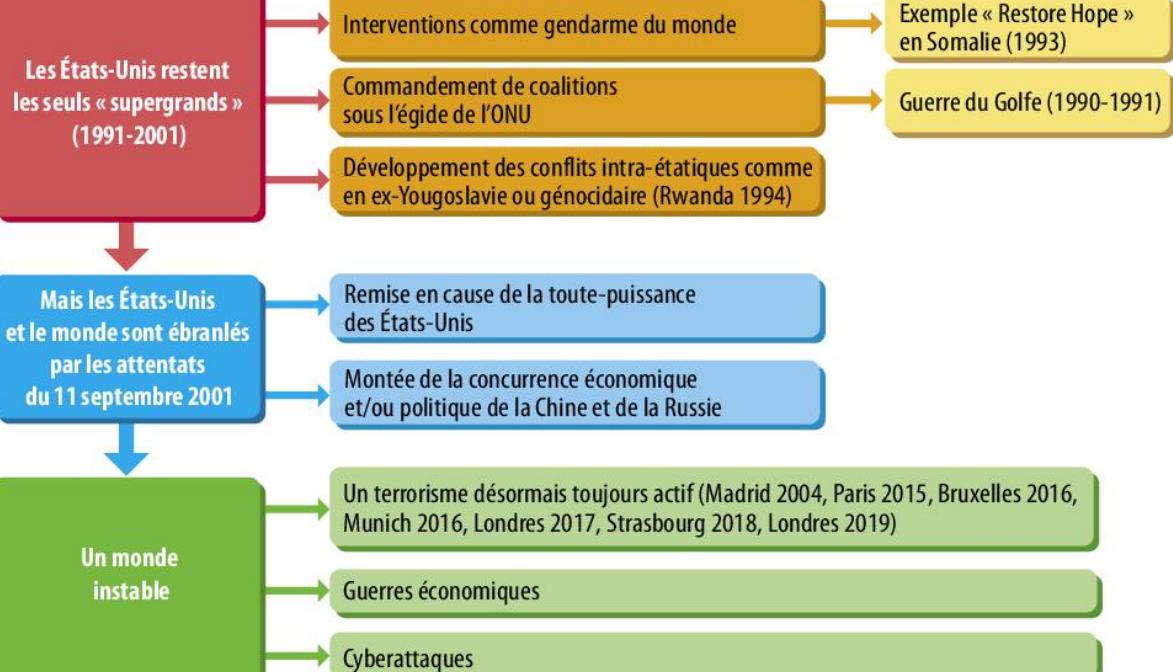
À partir de décembre 2010, les « printemps arabes » marquent les aspirations des peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à plus de démocratie et de libertés. Tous les pays arabes sont touchés. En Tunisie, suite à d'intenses manifestations, la démocratie s'installe. En Égypte, les islamistes remportent les élections mais sont renversés par les militaires en 2013. En Syrie, Bachar el-Assad mène depuis 2011 une guerre contre toute une partie de son peuple et contre Daech, qui profite de la déstabilisation de la région pour autoproposer le « califat » en juin 2014. La Libye, depuis 2011, et le Yémen, depuis 2014, sont déchirés par des guerres civiles.

C La montée du terrorisme

- Depuis les années 1990, les modalités de la guerre ont profondément changé. Les terroristes islamistes d'Al-Qaïda puis Daech pratiquent des attentats surtout dans les pays musulmans pour déstabiliser les régimes en place mais aussi contre les intérêts occidentaux (New York et Washington en 2001, Madrid en 2004, Paris en 2015...). Ces organisations terroristes mènent ainsi des guerres irrégulières : les règles traditionnelles de la guerre et de la diplomatie ne sont pas respectées, les populations civiles sont de plus en plus directement touchées.
- Les guerres sont aussi de plus en plus indirectes : elles se font par l'intermédiaire de drones (les États-Unis au Moyen-Orient), dans le cyberspace (influence russe supposée dans les élections présidentielles américaine de 2016 et française de 2017). En outre, les opposants utilisent de plus en plus des armes économiques et financières. Dans sa lutte contre le terrorisme, les grandes puissances cherchent souvent à tarir leurs sources de revenus et à geler les capitaux qui financent ces groupes.

SCHÉMA BILAN De nouvelles formes de conflits

DE NOUVELLES FORMES DE CONFLITS AVEC LA FIN DE LA GUERRE FROIDE ET LA DISPARITION DE L'URSS (1991)



Vers une gouvernance mondiale ?

❖ Quels sont les différents types de gouvernance mondiale mis en place pour faire face aux défis contemporains ?

ÉTUDE La mise en place d'une justice internationale |

ÉTUDE Les réfugiés en Méditerranée

Notions

- **COP (Conference of the Parties)** : conférence réunissant, depuis 1995, l'ensemble des États de la planète sous l'égide de l'ONU pour décider en commun de mesures afin de limiter l'impact du réchauffement climatique.
- **Cour pénale internationale** : juridiction internationale, créée en 1998, qui siège de manière permanente pour juger les personnes accusées de génocide, de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de crime d'agression.
- **gouvernance mondiale** : mise en place de règlements et de régulations à l'échelle de la planète par des instances internationales.

A

Une gouvernance mondiale pour répondre aux défis économiques et humanitaires

- La mondialisation contemporaine n'est envisageable que par le biais de la coopération économique entre les États. En 1995 est née l'Organisation Mondiale du Commerce (qui prend la suite des accords du GATT signés en 1947) afin de réduire les barrières douanières et permettre la libre circulation des marchandises. Mais cette organisation n'empêche pas les tensions commerciales, par exemple, entre les États-Unis et la Chine, et la mise en place de politiques protectionnistes. De même, le FMI et la Banque mondiale, créés lors des accords de Bretton Woods en 1944 et chargés de venir en aide aux États défaillants ou en difficultés financières, sont critiqués pour les réformes structurelles qu'ils imposent aux pays qui bénéficient de leur aide.
- Cependant, devant ces « guerres économiques » et les intérêts divergents entre grandes puissances et pays émergents, il semble que l'échelle de prise de décision la plus appropriée soit l'échelle régionale ou, tout au moins, des associations de pays aux intérêts convergents. De la sorte, le G20, qui regroupe les vingt premières puissances économiques au monde, est un forum de discussion et de prise de décisions économiques et financières plus efficace depuis la crise de 2008. De même, les sommets des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui regroupent depuis 2011 cinq pays émergents aux intérêts proches, ou les associations régionales (comme l'Union européenne, le MERCOSUR en Amérique latine ou l'ASEAN en Asie du Sud-Est) paraissent, à différents degrés, les plus aptes à régler en commun les problèmes auxquels leurs membres sont confrontés.

B

Une gouvernance mondiale pour répondre aux défis environnementaux

- En outre, de nouveaux défis planétaires nécessitent des prises de décision communes. La question du réchauffement climatique et de la dégradation environnementale est envisagée depuis les années 1970 dans le cadre des sommets de la Terre, qui ont lieu tous les 10 ans (Rio en 1992 et 2012) ou dans celui des COP réunies tous les ans (par exemple Kyoto en 1997 et Paris en 2015 pour réduire les émissions de CO₂) : ils engagent la communauté internationale à agir de concert pour éviter un désastre climatique.
- En effet, la modification du climat par les activités humaines est un enjeu planétaire. L'ampleur du dérèglement climatique varie selon les régions du globe mais se fait ressentir partout : augmentation du nombre et de la puissance des cyclones dans le golfe du Mexique, canicules estivales en Europe, incendies en Australie, fonte des glaciers des Alpes, disparition rapide de la banquise de l'Arctique, montée des eaux menaçant certaines îles du Pacifique. La COP21 de Paris s'est engagée à faire respecter une hausse maximale de 2 degrés de la température par rapport à l'ère pré-industrielle, un engagement minimal mais déjà difficile à respecter.
- Mais malgré des accords signés, beaucoup d'États ne respectent pas leurs engagements : les États-Unis se sont retirés en 2017 du protocole de Paris sur la réduction des gaz à effet de serre alors qu'ils sont parmi les principaux pollueurs au monde ; en 2019, le Brésil lui a emboîté le pas et l'Amazonie, poumon de la planète, est déforestée à vitesse accélérée. La plupart de ces pays refusent le droit d'ingérence de la communauté internationale sur leur propre territoire : ils sont contre toute forme de supranationalisme.

- Gérer les ressources en eau est aussi un problème global. En 2019, selon la [FAO](#), l'agriculture est le secteur économique qui utilise le plus d'eau disponible (environ 70 % de l'eau utilisée pour les activités économiques et la consommation des ménages). Il faut mieux produire, mieux partager les richesses de la nature, lutter contre le gaspillage et la surconsommation. L'enjeu est de permettre aux populations du monde entier d'avoir accès à une eau de qualité. Malgré les progrès constatés ces dernières années, en 2019, 11 % de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable, contre 19 % en 2000.

@CTIVITÉ NUMRIQUE



– Rendez-vous sur https://www.lemonde.fr/europe/video/2015/05/19/cartes-sur-table-comprendre-les-migrations-vers-l-europe_4636415_3214.html et regardez du début jusqu'à 2'10".

– Qui fuit et pourquoi ?

C Respecter collectivement les droits de l'Homme et mettre en place une justice internationale

- Depuis 1998, la **Cour pénale internationale** (CPI) a pour mission de juger à l'échelle mondiale les crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité (enquêtes en cours au Darfour, en Géorgie ou en République Centrafricaine). Elle vise également à rendre universels les droits de l'Homme et le droit humanitaire international. Mais elle ne peut fonctionner qu'avec la collaboration des différents pays.
- La question migratoire est, en outre, particulièrement d'actualité dans les années 2010.** Les guerres qui ravagent le Moyen-Orient (en Irak et en Syrie) et la pression démographique obligent des hommes à s'expatrier pour fuir des combats, échapper à une répression politique ou pour espérer de meilleures conditions de vie : pour la seule année 2015, plus d'1,5 million de réfugiés sont arrivés en Europe, souvent au péril de leur vie. Toutes ces questions majeures imposent des prises de décision communes.
- Cependant, malgré tous ces défis, la mise en place d'une gouvernance mondiale s'avère très délicate. Sur 193 États-membres de l'ONU, un tiers n'a, par exemple, pas ratifié sa participation à la Cour Pénale Internationale, dont les États-Unis et la Russie ; sans compter que de plus en plus de pays d'Afrique la quittent depuis 2016.

Vocabulaire

- FAO :** (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) : Institution des Nations Unies dont l'objectif est de lutter contre la faim dans le monde.

SCHÉMA BILAN Vers une gouvernance mondiale ?

LA MISE EN PLACE DE LA GOVERNANCE MONDIALE AU DÉBUT DES ANNÉES 1990 AUTOUR DE L'ONU

Contexte :
- fin de la guerre froide
- triomphe du libéralisme

Manifestation :
exemple : la guerre du Golfe 1990-1991

est remise en cause dans les années 2000 par le retour de l'unilatéralisme...

...des États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001
Exemple : Irak 2003

...de la Chine et de la Russie
Exemple leur vétos pour protéger le régime syrien depuis 2011

Mais une gouvernance mondiale de plus en plus nécessaire

Dans le domaine du droit international

Rôle de la CPI depuis 1998
Mais 1/3 des États n'en sont pas membres

Dans le domaine économique et financier

Prédominance du dollar, FMI, OMS, banque mondiale
Mais retour du protectionnisme (États-Unis 2017)

Dans le domaine environnemental

COP
Mais les États-Unis (2017) et le Brésil (2019) ont quitté le Protocole de Paris